

# Professionnalisation des associations : une démarche complexe

La Direction de la Politique de la Ville de Marseille soutient particulièrement les associations actives dans les quartiers d'Habitat Social. Elle a confié à l'IRTS il y a deux ans, une mission d'évaluation d'une association qui milite pour la défense et la promotion des femmes des quartiers nord de Marseille : espaces de rencontre et d'entraide, ateliers de cuisine et de couture, alphabétisation, organisation de loisirs, sensibilisation sur les droits des femmes, la solidarité internationale...

Comme l'indique le cahier des charges (évaluation et appui méthodologique), une telle mission se situe clairement dans une finalité d'aide et non de sanction à l'égard de cette association qui, comme tant d'autres, a du mal à conjuguer qualité de l'action et rigueur budgétaire.

Nous avons repéré un problème tout à fait central aujourd'hui : comment la professionnalisation d'une équipe peut-elle s'accomplir sans affaiblir l'investissement militant ? Un aspect de la réponse sur ce point fut clair : priorité à l'insertion professionnelle de femmes qui n'avaient qu'un statut de bénévole ou de CES.

Par contre, les conséquences sur le rapport de l'association avec son public doivent être mesurées : Comment permettre des gains en efficacité, en prévision, en évaluation rigoureuse des actions, qui passent notamment par une plus grande distanciation (entre équipe professionnelle et public, entre cadres et opérateurs de terrain...) sans que l'association y "perde son âme", c'est à dire sa raison d'être ?

La bonne volonté militante pense qu'il faut donner aux gens ce qu'ils demandent. Ceci ne peut constituer durablement une ligne de conduite. L'association consciente de la réflexion stratégique nouvelle qu'implique la professionnalisation, engage aujourd'hui un débat sur son projet, ses priorités et surtout la diversité des publics et des attentes de ces publics.